Questions orales

revoir le dossier ainsi qu'élaborer les meilleures solutions qui s'offrent à notre gouvernement, afin d'intégrer ces dernières à celles de la province et trouver des réponses au problème.

* * *

LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

M. Robert E. Skelly (Comox—Alberni): Monsieur le Président, étant donné les manifestations de racisme qui deviennent de plus en plus fréquentes au pays, ainsi que le retard que le bureau du solliciteur général a mis à modifier les uniformes pour tenir compte des membres des minorités visibles qui font partie des forces policières, le solliciteur général va-t-il mettre en oeuvre la recommandation n° 28 du rapport de la commission d'enquête sur l'affaire Marshall, qui prévoit le recrutement immédiat d'agents autochtones à la GRC?

[Français]

L'hon. Pierre Blais (solliciteur général du Canada et ministre d'État (Agriculture)): Monsieur le Président, nous avons déjà un comité en place depuis un certain temps à l'intérieur de la GRC, qui s'occupe d'accélérer le processus de recrutement des groupes minoritaires à travers le Canada. C'est un système qui fonctionne bien. Nous réussissons à intéresser de plus en plus de gens qui viennent des différents groupes ethniques, incluant des groupes autochtones canadiens. Je crois que c'est un processus qui ne se fait pas du jour au lendemain. L'important, c'est d'avoir mis en place un système qui fonctionne, et jusqu'à maintenant, nous ne pouvons que nous féliciter de voir le nombre croissant de personnes des différents groupes ethniques qui se sont jointes aux rangs de la GRC. Tout le monde doit s'en féliciter!

* * *

[Traduction]

LA JUSTICE

L'hon. Bob Kaplan (York—Centre): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la Justice et elle concerne également l'enquête sur l'affaire Marshall.

Dans sa réponse, le ministre vient de dire que le gouvernement fédéral va attendre la réponse de la province au rapport Marshall avant de faire quoi que ce soit. J'espère que ce n'est pas son dernier mot.

Le gouvernement fédéral a un ministre de la Justice, lui-même en fait. J'aimerais lui demander quelle mesure le gouvernement du Canada entend prendre au sujet des conclusions de l'enquête sur l'affaire Marshall selon lesquelles le racisme existe dans le système de justice pénale, dont il est le principal responsable en sa qualité de ministre de la Justice.

L'hon. Doug Lewis (ministre de la Justice et procureur général du Canada): Monsieur le Président, je tiens à dire clairement que je vais corriger la fausse impression que mon collègue a créée. J'ai dit sans équivoque que le gouvernement et moi allons lire le rapport avant d'agir. Nous allons le lire, nous allons l'étudier et alors nous réagirons.

L'hon. Bob Kaplan (York—Centre): Monsieur le Président, j'attends impatiemment que le ministre lise le rapport. J'aimerais lui poser une question au sujet des politiques du gouvernement fédéral.

Est-il disposé à admettre jusqu'à quel point le racisme lèse les groupes minoritaires. Est-il disposé à promouvoir et à établir un système efficace de justice pour les autochtones? S'engagerait-il à réexaminer les méthodes des agences fédérales critiquées dans le rapport? Va-t-il profiter de l'occasion que lui donne ce triste rapport pour prendre l'initiative et améliorer notre système de justice pénale?

L'hon. Doug Lewis (ministre de la Justice et procureur général du Canada): Monsieur le Président, peut-être devrais-je rappeler à mon collègue que ces problèmes sont survenus lorsque son parti était au pouvoir. C'est le point de départ.

J'espère qu'il va appuyer le gouvernement, car nous avons nommé des autochtones à divers postes et redoublé d'efforts dans ce domaine. J'espère que le Parti libéral va s'unir à nous pour lutter contre ce genre de discrimination.

* * *

[Français]

LA JEUNESSE

M. Guy H. Arseneault (Restigouche—Chaleur): Monsieur le Président, après avoir tourné le dos aux personnes âgées du Canada, aux chômeurs, aux familles à faible revenu ainsi qu'aux pêcheurs de l'Atlantique, le gouvernement tourne maintenant le dos aux étudiants de notre pays.